

Présidence du Conseil départemental du Val d'Oise

Cergy, le 18 janvier 2018

Discours de Marie-Christine Cavecchi
Présidente du Département du Val d'Oise
Cérémonie des vœux aux forces vives du Val d'Oise

Jeudi 18 janvier 2018 au Dôme de l'ESSEC à Cergy

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Madame la Présidente du Tribunal de Grande Instance de Pontoise,

Mesdames et Messieurs les élus, je salue tout particulièrement les Conseillers départementaux, et François Scellier, qui nous fait l'amitié de sa présence,

Mesdames et Messieurs les représentants des corps constitués, des autorités civiles et militaires,

Monsieur le Président du Tribunal de Commerce,

Monsieur le Président de la Chambre des Métiers,

Mesdames et Messieurs les représentants des entreprises et des associations,

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, les forces vives de notre département,

C'est pour moi un honneur et un grand plaisir de vous accueillir ce soir dans cette belle salle du Dôme de l'ESSEC. Je remercie une nouvelle fois de son hospitalité Monsieur Vincenzo Esposito-Vinzi, Directeur général de cette école.

Je ne voudrais pas commencer ma prise de parole sans saluer et souhaiter une bonne année 2018 à tous les agents du service public, et en particulier à celles et ceux qui assurent notre sécurité et notre protection : nos forces armées, nos services de police et de gendarmerie, nos pompiers, les personnels de l'administration pénitentiaire...

Il n'est pas question pour moi d'établir de quelque hiérarchie dans les vœux que je forme pour nos agents publics. Mais, et on l'a encore malheureusement éprouvé ces derniers jours, je veux adresser un salut particulier à celles et ceux qui, désormais, en sont à risquer leur intégrité physique et même leur vie pour faire leur travail au service de tous nos concitoyens. Je voudrais aussi adresser des vœux tout particuliers aux agents du Conseil départemental.

C'est dès mon élection de 2011 que j'ai découvert leur très grande qualité et leur dévouement sans faille à l'intérêt général. Je souhaitais en cette occasion leur redire toute la confiance qui est la mienne et celle de mes collègues et nous souhaiter collectivement une belle et heureuse année 2018, au travail, pour nos concitoyens.

A mes collègues Vice-Présidentes, Vice-Présidents, Conseillères et Conseillers départementaux, de la majorité et de l'opposition, qui m'entourent à cette tribune, je voudrais adresser une nouvelle fois mes remerciements pour leur confiance. Je leur adresse aussi tous mes meilleurs vœux. Pour eux-mêmes, bien sûr, mais aussi pour notre réussite dans les combats que nous allons mener ensemble en 2018. J'y reviendrai...

Je voudrais également avoir un mot tout spécialement pour Arnaud Bazin, désormais Sénateur du Val d'Oise. Arnaud Bazin a eu le redoutable devoir d'être le capitaine qui tient la barre du grand paquebot qu'est le Conseil départemental pendant des années de tempêtes successives.

De 2011 jusqu'à encore tout récemment, nous avons eu en effet à affronter les conséquences de la crise financière : l'explosion du chômage, le nombre de bénéficiaires du RSA en augmentation et de ce fait une forte aggravation de notre situation budgétaire.

Situation budgétaire qui a aussi été lourdement impactée, dans le même temps, par la baisse historique et aveugle des dotations de l'Etat.

Ces dernières années, nous avons du aussi faire face à l'afflux massif des Mineurs Etrangers Non Accompagnés. Un afflux qui se poursuit à l'heure actuelle, en bonne partie à cause de la difficulté qu'il y a, de réduire l'influence des réseaux mafieux qui prospèrent sur la misère humaine.

Leur prise en charge devient insupportable pour tous les Départements. Elle entraîne une dégradation continue de l'accueil de tous les mineurs en danger, et pas seulement les mineurs étrangers. Elle accroît aussi les risques pour nos personnels, qui ont vécu l'an passé des scènes terribles.

Heureusement, cher Arnaud, nous avons aussi vécu à tes côtés des moments plus réjouissants : je me rappellerai l'ouverture des nouveaux collèges d'Herblay et de Pontoise. L'ouverture de notre nouvelle MDPH également, symbole de la priorité que tu as voulu donner à ce monde sensible du Handicap. Je voudrais évoquer encore ton action dans le domaine du Numérique et pour le déploiement de la fibre optique. Dans ce domaine, où les erreurs sont si faciles à commettre, tu as fait preuve d'une grande clairvoyance et d'un grand sens des responsabilités. Je ne peux pas citer ici toutes les réalisations accomplies sous ton mandat. Mais il est bien légitime que nous t'en soyons très reconnaissants.

Je l'ai dit le 20 octobre dernier, lors de mon élection à la présidence : tu me laisses aussi, tu nous laisses, une Maison en parfait état, opérationnelle, tournée vers l'avenir. Un avenir que tu continueras à construire à nos côtés puisque tu as fait le choix, cher Arnaud, de rester

Conseiller départemental et je sais que nous bénéficierons également de ton expérience et de ton relais national en tant que Sénateur.

Pour tout cela, je souhaitais t'adresser, au nom de notre Assemblée départementale mais, j'en suis sûre, au nom de toutes et tous ici présents ce soir, des remerciements chaleureux. Et je pense que nous pouvons t'applaudir.

Arnaud Bazin et mes collègues m'ont donc passé le relais et c'est à moi qu'il revient, avec eux, d'écrire le futur du Conseil départemental.

Et je ne peux pas, ce soir, ne pas m'ouvrir à vous de mon inquiétude devant les lourds nuages qui, de nouveau, s'amoncellent au-dessus de nos têtes.

Permettez-moi tout d'abord de relever que « pouvoir jupitérien » me semble vouloir rimer beaucoup plus avec « jacobin » qu'avec « girondin ».

Certes, le Gouvernement et le Président de la République affichent formellement leur attachement au dialogue avec les collectivités territoriales. Et cela nous ne pouvons que l'approuver, comme à l'occasion de la 1ère Conférence Nationale des Territoires du 17 juillet dernier.

Hélas, dans ce même discours de la Conférence des Territoires, les baisses à venir des concours de l'Etat, qui avaient été promises à hauteur de 10 milliards d'euros pendant la campagne électorale, ont été portées d'un coup et sans prévenir à 13 milliards d'euros. Cette annonce de coupes supplémentaires, pour le moins brutale, a logiquement déçu.

Comme a déçu l'annonce faite des contrats, que les 340 plus grandes collectivités françaises devront signer avec l'Etat. Ceci afin de contrôler le respect des engagements financiers que l'Etat leur impose de prendre, à grands renforts d'usines à gaz malthusiennes, vexatoires et irréalistes. Drôle de conception de la notion de contrat, qui suppose normalement la rencontre des volontés des parties...

Il s'agit clairement, une nouvelle fois, d'une punition des élus locaux, d'une atteinte à la liberté constitutionnelle d'administration des collectivités locales et d'une atteinte à leur autonomie financière. De ce point de vue, pas beaucoup de changement...

Dans la même veine, le Président de la République avait promis aux collectivités franciliennes une large consultation pour sortir de la situation institutionnelle désastreuse dont il a hérité de son prédécesseur, avec cette Métropole du Grand Paris bricolée à la hâte.

Or, l'Etat refuse de répondre à nos demandes de rendez-vous, même quand elles sont signées conjointement par 7 Présidents de Conseils départementaux, droite et gauche confondues dans leur désarroi. Preuve, s'il en fallait encore une, que même les élus de ce qu'il est, paraît-il, convenu d'appeler « l'ancien monde », savent dépasser leurs clivages quand l'intérêt général leur semble en cause.

Reconnaissons au Président Macron que sa tâche n'est pas facile. Le Président Sarkozy lui-même avait sagement préféré mettre sur les rails, si j'ose dire, les grands projets

d'aménagement et de dynamisation de l'Ile de France, au premier rang desquels le Métro du Grand Paris, avant de lancer les réformes dans la gouvernance.

Reconnaissons que les lois MAPTAM et NOTRE ont créé inutilement deux échelons supplémentaires dans l'organisation francilienne. D'une part en obligeant les communes à se regrouper en d'importantes communautés et en créant l'actuelle Métropole du Grand Paris sur le périmètre étriqué de la petite couronne d'autre part.

Reconnaissons qu'il n'est pas facile de se débrouiller avec un tel schéma de départ.

L'Etat, aujourd'hui, en s'appuyant sur ses propres turpitudes, semble décréter que, décidément, il y a trop de strates en Ile de France et qu'il faut donc en supprimer.

Et, au hasard et en premier, les Départements ! Eux qui sont injustement et de façon caricaturale montrés du doigt depuis des années sans que jamais une démonstration sérieuse ne soit venue remettre en question la façon dont ils gèrent leurs compétences. Des compétences, notamment dans le domaine social, dont il n'est pas démontré non plus que quiconque pourrait les exercer mieux qu'eux.

Face à ces menaces, le Conseil départemental du Val d'Oise ne restera pas inactif. Avec l'ensemble des Départements d'Ile de France, relayés par le Conseil régional et le Président du Sénat, nous avons élaboré un dispositif de défense du bon sens et de l'efficacité de l'action publique !

Nous avons tenu au début du mois de janvier une deuxième conférence de presse avec tous les Départements franciliens. Nous avons lancé avec eux et, en Val d'Oise, avec l'appui de l'Union des Maires que je remercie, un appel aux Elus pour une Métropole ambitieuse. Les Maires et les élus présents ce soir qui ne l'auraient pas encore fait peuvent signer cet appel à l'entrée de la salle. Et je les y incite vivement. Nous tiendrons aussi une grande soirée de mobilisation le 31 janvier prochain à la Seine Musicale de Boulogne à laquelle je vous convie chaleureusement. Enfin, nous organiserons une journée Départements « portes closes » avec tous les autres Conseils départementaux le 7 février prochain.

Oui, nous défendrons les Départements, notre utilité dans la vie quotidienne des Valdoisiens et la pertinence de notre échelle territoriale dans la Grande Métropole.

Et, ne nous y trompons pas, l'échelon départemental n'est pas le seul menacé. Après lui, ce sera au tour des communes d'être promises aux oubliettes de l'Histoire. S'il s'agissait en effet, et comme on l'entend beaucoup, de confier la majeure partie des compétences des Départements démembrés à des intercommunalités qui seraient autant de sous-Départements, la tentation sera très grande de faire élire leurs représentants au suffrage universel direct. La légitimité démocratique des élus communaux, des Maires, sera alors fortement concurrencée. Et alors, on pourra faire des communes de simples arrondissements comme il en existe à Paris, à Lyon ou à Marseille.

Y compris et surtout après qu'on les aura dépouillées elles aussi de leur autonomie fiscale et financière avec le mauvais coup de la taxe d'habitation.

Cette volonté recentralisatrice, de mise au pas des pouvoirs nationaux, et locaux, avec des collectivités vouées à la pénitence et à l'expiation, se révèle dans bien d'autres domaines.

A ce propos, je voudrais vous parler du Logement. Là aussi un traitement brutal autant qu'inédit est mis en œuvre pour casser les outils locaux, sans nuance aucune.

Cette année, la Loi de Finances pour 2018 a introduit toute une série de dispositifs extrêmement négatifs pour le secteur en général et pour les bailleurs sociaux et pour Val d'Oise Habitat en particulier.

Tout compris, ces mesures dont je vous fais grâce des détails vont ramener l'autofinancement pour 2018 de notre office d'environ 11 millions d'euros à à peu près 500 000 euros. Autant dire à rien du tout. Et, sauf à injecter des fonds propres de façon massive, par le Conseil départemental, ce résultat obère complètement la capacité à venir de Val d'Oise Habitat à mener à bien les opérations de constructions et de réhabilitations des logements, dont les Valdoisiens ont besoin et que les communes ont l'obligation de réaliser.

L'Etat nous dit « construisez des logements sociaux » et, « en même temps », pour reprendre une formule qui a fait florès, il nous enlève nos moyens.

L'autre option, pour Val d'Oise Habitat, serait de s'adosser à une autre structure pour atteindre une taille critique, mais là aussi ce serait bien le fruit d'une contrainte imposée sans aucune concertation.

Les enjeux sont très importants pour notre Département, pour les Maires et les locataires, qui, demain, pourraient être obligés de traiter avec des grands acteurs hors sol là où, aujourd'hui, le gestionnaire est leur proche voisin.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques-uns des sujets « brûlants » que j'évoquais au début de mon propos et pour lesquels je suis heureuse d'être entourée et épaulée par mes collègues. Il est heureusement d'autres dossiers, beaucoup plus positifs et utiles aux Valdoisiens, et que le Département va mettre en place ou poursuivre cette année. Et, je le précise, sans augmenter la taxe foncière.

La situation de la Maison Départementale de l'Enfance est devenue indigne au fil du temps. Nous proposerons donc prochainement à l'Assemblée départementale de nous engager dans la construction d'une toute nouvelle Maison Départementale de l'Enfance. Elle sera située à Cergy et, grâce à l'utilisation de nos pratiques innovantes éprouvées lors de la construction de la MDPH il y a quelques années, nous comptons bien que ce nouveau bâtiment départemental améliore considérablement ce service public de protection des enfants en danger et dont nous avons la responsabilité.

Je voudrais en profiter pour féliciter Michèle Berthy pour son élection récente à la tête de l'Office National de l'Enfance en Danger. Une grande première.

Nous nous soucions beaucoup de l'avenir de tous les jeunes Valdoisiens. 2018 l'illustrera une nouvelle fois dans notre action dans le domaine de l'Education et de l'Enseignement supérieur. Mes collègues et moi-même avons confié ce domaine à Virginie Tinland, qui est notre nouvelle Vice-Présidente en charge de ces dossiers et que je félicite.

Après 2017 qui a été une année faste avec l'ouverture des collèges Isabelle Autissier d'Herblay et Simone Veil de Pontoise, en 2018, nous commencerons les travaux du 111^{ème} collège du Val d'Oise, à Cormeilles-En-Parisis. Des réhabilitations lourdes seront elles aussi engagées dans les collèges Jean Bullant à Ecoeu et Jules Ferry à Eaubonne. Suivront Pierrelaye, Mériel, et Montmorency. Cela contribuera à un meilleur accueil de nos collégiens bien entendu. Cela contribuera aussi, je ne l'oublie pas, à nourrir le plan de charges de nos entreprises, puisque l'investissement public est essentiel pour soutenir l'activité économique.

En 2018, nous continuerons à poser les installations pour la fibre dans les communes concernées par le déploiement de notre réseau très haut débit. Si nous veillons à la discrétion de leur intégration paysagère, ces équipements matérialisent néanmoins l'arrivée progressive de la fibre dans tout le Val d'Oise, qui sera achevée en 2020, conformément à nos engagements. Je veux ici remercier nos partenaires publics, l'Etat, la Région, les communes *via* leurs intercommunalités, et nos partenaires privés, qui nous aident à faire du Val d'Oise un territoire leader dans cette technologie extrêmement qualifiante.

Parmi le nombre quasi infini d'actions que mène le Conseil départemental et qui sont très souvent à la pointe de la modernité et de l'innovation, permettez-moi de citer encore toute notre politique en faveur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Il y aura notamment, et cela fait écho à la mise en cohérence de nos politiques publiques et à l'effet de levier entre elles que nous recherchons, l'inauguration cette année de la plateforme de formation aux métiers du déploiement de la fibre, à Ecoeu. Notre objectif est de former jusqu'à 100 bénéficiaires du RSA par an, aux métiers en tension dans ce secteur et dans le secteur de la « maison connectée ». Et l'un de nos partenaires, et je m'en réjouis, sera l'Ecole de la 2^{ème} Chance.

Parmi les autres grands chantiers qui occuperont 2018, je ne peux malheureusement pas tous les citer, l'aide aux communes verra son enveloppe financière augmenter, et nous poursuivrons notre stratégie d'aide à l'ingénierie territoriale très impactante pour les petites communes.

Citons encore la mise en application de notre remarquable Schéma Départemental du Tourisme, cher Gérard, établi en bonne intelligence avec la Région et les intercommunalités et qui a été voté dans des temps record en fin d'année 2017.

Citons encore l'extension du Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives, plus connu sous le nom de CDFAS. Je tiens à saluer notre Vice-Présidente aux Sports, Marie-

Evelyne Christin, notre vigie pour mener à bien un dossier certes compliqué, mais stratégique dans le cadre de l'attribution des Jeux Olympiques à Paris.

A l'automne dernier, je me félicite que nous ayons conclu un accord extrêmement important avec la Région Ile de France, que je remercie, autour d'un programme d'investissements de près de 107 millions d'euros dans notre réseau routier. Des opérations très attendues vont pouvoir voir le jour grâce au retour de la Région dans le financement de ces infrastructures, et grâce aussi aux investissements importants du Département. Ainsi, je peux citer :

La déviation de La Chapelle-En-Vexin, la desserte de la plateforme multimodale de Bruyères-Sur-Oise. Comme quoi, le ferré, le routier et le fluvial ne s'opposent pas mais peuvent au contraire fonctionner ensemble... La très attendue requalification de la Patte d'Oie d'Herblay. Et enfin, la section Est de l'Avenue du Parisis, si indispensable à l'avancement de la ZAC du Triangle de Gonesse et à tout le développement économique et social de ce territoire plein d'avenir de notre Val d'Oise.

A ce sujet, je ne peux pas ne pas évoquer l'un des autres grands combats que nous menons avec tous les élus, et en particulier ceux de l'Est du Val d'Oise, autour de l'arrivée de la Ligne 17 du Métro du Grand Paris. Nous lisons la presse et les rapports de la Cour des Comptes. Nous attendons les arbitrages du Gouvernement, et nous les attendons de pied ferme. Tant d'engagements ont été pris et tant de réalisations d'une importance capitale dépendent du maintien de cette ligne à l'échéance 2024, Europa City ou les JO pour ne citer qu'eux... Je ne peux pas imaginer que nous ne soyons pas entendus sur ce dossier si vital pour nous.

Enfin, pour terminer, je voudrais évoquer deux projets qui vont connaître eux aussi des avancées significatives en 2018 et qui ont chacun un trait commun qui me tient à cœur : Ce sont tous des projets partagés largement, par toutes les collectivités concernées et par des partenaires d'horizons très divers, dont la collaboration ne va pas de soi *a priori* et que je veux remercier ce soir. Preuve, là encore, que nous savons parfaitement nous unir pour faire avancer nos territoires, dans l'intérêt général...

D'abord le projet de la forêt dite de Pierrelaye-Bessancourt, que vous connaissez sans doute tous. Si je l'évoque ce soir, c'est parce qu'il s'apprête à connaître une avancée majeure puisque nous finalisons, sous le couvert du Syndicat pour l'Aménagement de la Plaine, la convention avec le Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne. A la clé de cette convention, un financement de 50 millions d'euros pour la reconversion du site. A ce titre, j'adresse tous mes remerciements au Président Bernard Tailly et au Sénateur Alain Richard pour leur investissement dans ce dossier.

Nous devrions pouvoir passer en phase opérationnelle à court terme. Une concertation publique est d'ailleurs prévue pour débiter très prochainement.

Enfin, le projet du Grand Campus International Universitaire, qui lui aussi a connu des grandes avancées récemment, avec sa labellisation comme site d'avenir par l'Etat. Cette

reconnaissance apportée, avec des financements conséquents de 80 millions d'euros sur 10 ans, la possibilité de réaliser les projets de développement du pôle d'Enseignement supérieur de Cergy-Pontoise, pour qualifier notre Département dans la course mondiale à l'intelligence. Tous les partenaires se sont regroupés cet hiver dans une association pour accompagner le projet de la Communauté Universitaire. Croyez-moi, quand on voit la situation dans laquelle sont plongés d'autres projets, on se félicite tous les jours de la coopération d'une très grande qualité et d'une grande confiance que nous avons su, ici, collectivement nouer. La qualification de notre territoire et l'avenir de nos jeunes sont de puissants moteurs, pour moi, et continueront à guider l'action du Conseil départemental.

Mesdames et Messieurs, comme vous le voyez, nous sommes à un carrefour : nos territoires sont remis en question de façon verticale, au mépris de la proximité, de l'efficacité.

Notre volonté est farouche de continuer à travailler au service des Valdoisiens et au développement de notre jeune Val d'Oise, 50 ans cette année.

Nous ne pouvons le faire que tous unis et rassemblés.

Et c'est dans cet esprit que je vous souhaite à toutes et à tous, ainsi qu'à ceux qui vous sont chers, mes meilleurs vœux pour l'année 2018

Contact presse :

Marine Pivert
Responsable des relations presse
marine.pivert@valdoise.fr
Tél. 01 34 25 34 14 - 06 45 73 29 76

Suivez l'actualité du Département du Val d'Oise sur valdoise.fr, sur [Facebook](#) et sur [Twitter](#).